

Le jackpot des contrats libyens

Shell, B.p., Siemens, Airbus, Total, B.n.p. Paribas... en ont déjà bénéficié. Il reste à Kadhafi 30 milliards d'euros à dépenser. Dassault, Thales, Safran, Vinci... en rêvent

par François Labrouillère

Au Corinthia, le seul 5-étoiles digne de ce nom à Tripoli, les cinq restaurants n'ont rien d'inoubliable et l'alcool est strictement prohibé. Pourtant, le palace ne désemplit pas. Ses 300 chambres à 295 euros la nuit accueillent des bataillons d'hommes d'affaires venus de tous les coins de la planète dans l'espoir de s'octroyer une part du pactole des pétrodollars libyens. « Dans l'affaire des infirmières bulgares, on fait grand cas de la vente de missiles par la France à la Libye pour 168 millions d'euros. Ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des quelque 30 milliards d'euros de grands contrats que la Libye s'appête à signer tous azimuts d'ici cinq ans, remarque un industriel qui connaît bien le pays. Et jusqu'ici la France est plutôt à la traîne par rapport à ses grands concurrents occidentaux. »

Aznar a été le premier à rendre visite à Kadhafi après la levée de l'embargo

Longtemps « Etat voyou », au ban des nations en raison de son implication dans les réseaux du terrorisme international, la « Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste » est redevenue un pays à peu près fréquentable depuis qu'en 2003 son leader, l'indétrônable colonel Mouammar Kadhafi, a accepté de dédommager, pour 2,16 milliards de dollars, les victimes de l'attentat de Lockerbie. Et surtout depuis qu'en 2004 les Etats-Unis ont décidé la levée des dernières sanctions économiques à son encontre, en échange du démantèlement de son programme d'armes de destruction massive. Le mois dernier, la libération des infirmières bulgares ramenées chez elles par Cécilia

Nicolas Sarkozy s'est rendu en Libye le 25 juillet dernier après la libération des infirmières bulgares.



Aznar a rencontré Kadhafi fin 2003....



... et Blair s'est rendu en Libye en mars 2004.

Sarkozy et Claude Guéant ont achevé de balayer les ultimes réticences. « Aujourd'hui, la Libye est un pays qui intéresse toutes les grandes nations, explique ce même industriel. D'abord, c'est le deuxième producteur de pétrole et de gaz en Afrique. Son brut est d'excellente qualité et une grande partie des réserves demeure inexploitées. Un atout inestimable au moment où les ressources pétrolières commencent à s'épuiser ailleurs dans le monde. Ensuite, les infrastructures du pays sont très vétustes. Tout ou presque est à faire. Et les Libyens ont de quoi payer avec les milliards de leur rente pétrolière. » Construction d'autoroutes, centrales électriques, programmes immobiliers et hôteliers, concessions de « blocs » pétroliers, achat d'avions ou d'hélicoptères, systèmes d'armes, de télécommunications, de surveillance électronique des

frontières, etc., les besoins de la Libye sont considérables. Depuis quatre ans, ces marchés énormes ont déclenché, à Tripoli, un frénétique ballet diplomatique où la politique se mêle presque toujours au business. Fin 2003, le premier dirigeant occidental à rendre visite au Guide de la révolution libyenne, après la levée de l'embargo, a été José María Aznar, alors Premier ministre de l'Espagne. Il est revenu au pays avec de jolis contrats, dans le B.t.p. et l'électricité, pour ses entreprises. Quelques mois plus tard, en mars 2004, lui a succédé son collègue anglais Tony Blair. Pour le plus grand bonheur des pétroliers britanniques Shell et B.p., qui ont enfin pu s'allier à la N.o.c., la compagnie nationale, pour recevoir leur part de l'or noir libyen. Fin 2004, le chancelier allemand Gerhard Schröder a fait, à son tour, le voyage à Tripoli. Jackpot pour Siemens, aujourd'hui en pole position dans plusieurs dossiers, dont le contrat géant du futur chemin de fer libyen.

Côté français, Jacques Chirac, même dans les périodes difficiles, a toujours maintenu le contact avec le colonel Kadhafi, notamment via l'un de ses proches, émissaire discret, qui œuvrait sous le couvert d'une association de maires francophones.

La France se place seulement au 6^e rang des fournisseurs de la Libye

En novembre 2004, le président français s'est rendu en personne sous la tente du dirigeant libyen. Et son successeur, Nicolas Sarkozy, a également accès au Guide, aidé par son directeur de cabinet Claude Guéant, qui a su nouer des relations cordiales avec plusieurs personnages clés du régime, tels Bechir Saleh, le directeur de cabinet de Kadhafi, ou Moussa Koussa, le chef du renseignement extérieur. Tous deux comprennent le français et, avec eux, il a préparé la libération des infirmières bulgares. Ces quatre dernières années, le député U.m.p. Patrick Ollier, le compagnon de Michèle Alliot-Marie, a aussi multiplié les visites à Tripoli avec son groupe d'amitié parlementaire et son association France-Libye. Aujourd'hui, plusieurs des grands noms de l'industrie française – Total, Alstom, Alcatel, E.a.d.s., Thales, Vinci, etc. – sont déjà solidement implantés dans le pays. Au dernier Salon du Bourget, 15 Airbus ont été commandés par Libyan Airlines et B.n.p. Paribas vient d'entrer au capital de la Sahara Bank, numéro deux en Libye par ses actifs. Pourtant, avec 5,4 % de parts de marché, la France se place seu-

lement au 6^e rang des fournisseurs du pays. Loin derrière l'Allemagne, l'Italie ou la Corée du Sud. « La faute aux structures archaïques du commerce international à la française qui, pour les grands contrats, privilégient l'intervention de réseaux ou d'intermédiaires plus ou moins sulfureux, comme celui qui a failli faire capoter le contrat de "retrofit" (modernisation), pour 100 millions d'euros, de 12 Mirage F1 de l'aviation libyenne », constate un bon connaisseur du dossier.

Fortes du réchauffement des relations avec Tripoli, les entreprises françaises voient dans la Libye un nouvel Eldorado. Vinci est sur les rangs pour les ponts et les autoroutes. Un contrat est en cours de négociation pour la livraison par Safran de 60 moteurs d'Airbus, et Aéroports de Paris doit participer à la rénovation de trois aéroports. Dans le domaine militaire, Dassault rêve de vendre ses chasseurs Rafale, ce qui serait une première à l'exportation, et Eurocopter ses hélicoptères Tigre. Mais la concurrence s'annonce rude. Il faudra compter avec les industriels russes, toujours en embuscade, qui ont déjà réussi à placer leurs Mig et leurs Soukhoï. ●

INFOQUICK



BENOÎT XVI effectuera sa première visite en France en mai prochain. Le Pape se rendra à Lourdes à l'occasion du début des cérémonies marquant le 150^e anniversaire des apparitions de la Vierge à Bernadette Soubirous.

JEAN-CHRISTOPHE RUFIN, écrivain et médecin humanitaire, nouvel ambassadeur de France au Sénégal, souhaite installer une maison des écrivains sur l'île de Gorée, haut lieu symbolique de la traite des Noirs.

JEAN-LOUIS BOURLANGES publiera « La tragédie du centre » en septembre chez Plon. Le député européen, membre du comité chargé de préparer la modernisation des institutions présidé par Edouard Balladur, considère dans cet essai que François Bayrou a commis une erreur stratégique en éloignant trop le centre de la droite.

ZINEDINE ZIYANE vient de prolonger son contrat avec l'assureur Generali de 2006 à 2011.

CHRISTOPHE COULLIER, patron de Conforama, se réjouit de l'ouverture de la grande distribution de la publicité à la télévision. Sa première campagne, diffusée en septembre, a reçu un taux d'agrément élevé, bien que le standard est de 75 %.

